

## La participation de la Belgique aux missions *enhanced Forward Presence* : quelle utilité ?

David PAITIER

Commandant en second de l'*enhanced Forward Presence Command* (eFP-C), structure de commandement multinationale chapeautant le groupement tactique (*Battle Group*) britannique en Estonie, le major Paitier a pu rencontrer un nombre important d'acteurs militaires, politiques et diplomatiques durant son séjour. Ayant débuté sa carrière comme chef de peloton au bataillon de chasseurs ardennais, il a également opéré au Liban, en Afghanistan et au Mali lors de différentes missions multinationales.

*De antiterrorisme beveiligingsoperatie in de Belgische straten – Operatie Vigilant Guardian – ontbreekt het aan mensen en middelen. Waarom zich dan engageren in de Baltische staten en Polen tegen een potentiële tegenstander die noch de middelen noch de intentie heeft om in conflict te treden met de NAVO? De Alliantie heeft het nochtans nodig geacht zijn militaire aanwezigheid in het oosten te versterken. Is een Belgische militaire aanwezigheid hierbij nuttig? Kunnen we hier iets van opsteken of is het oude “Koude Oorlog”-wijn in nieuwe zakken?*

C'est durant le sommet de Varsovie en juillet 2016 que fut prise la décision de mettre en place un bataillon renforcé multinational, ou *Battle Group* (BG) en anglais, dans chaque pays balte et en Pologne, assurant ainsi une posture de défense et de dissuasion renforcée : l'*enhanced Forward Presence*. Les États-Unis, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni ont accepté de prendre le rôle de nation cadre respectivement en Pologne, Lituanie, Lettonie et Estonie. L'objectif est de dissuader la Russie de rééditer une opération hybride, voire plus classique, telle que celle sur la Crimée en 2014. La présence des forces multinationales permet déjà à elle seule de remplir l'un des objectifs stratégiques : la dissuasion politique, qui permet de rendre quasi-nulle une attaque contre

ces pays et les forces alliées qui y sont stationnées. Une telle attaque équivaldrait, en effet, à une déclaration de guerre pure et simple contre l'Alliance.

La Belgique a jusqu'à présent participé à un bataillon multinational en Lituanie et en Estonie et y poursuivra sa participation en ce deuxième semestre 2019, mais aussi en 2021. Notre nation montre ainsi sa solidarité, notion pilier de l'OTAN, et sa contribution aux opérations de l'Alliance. La Belgique déploie un peu moins de 300 militaires, dont la majorité fait partie de la compagnie d'infanterie renforcée de génie et d'artillerie. Cet élément tactique, que les Français qualifieraient de sous-groupe tactique interarmes (SGTIA), s'insère dans un groupement tactique interarmes (GTIA) équivalent à un BG, soit une entité de niveau bataillon, qui regroupe trois SGTIA avec également des éléments d'appui propres.

Ces BG sont souvent qualifiés de « *trip wire* » par les responsables militaires et politiques, c'est-à-dire de système de réaction rapide face à une incursion, a priori limitée, du grand voisin oriental. Si un tel cas de figure se présente, le BG doit également être opérationnel et à même de s'opposer à une telle incursion, a priori de taille réduite mais multidimensionnelle, suffisamment longtemps pour permettre aux renforts d'arriver, tels que la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (*Very High Readiness Joint Task Force*, VJTF). Il y a lieu d'être particulièrement efficace, d'où l'intérêt pour notre pays de participer à cette mission. Nous allons néanmoins voir qu'il ne suffit pas de positionner ses forces pour obtenir l'effet escompté et que le résultat dépend d'un grand nombre de facteurs que nous allons détailler ci-après.

## **La mission eFP : clés du succès**

La dissuasion comporte deux volets principaux : la capacité de réaliser la mission eFP, mais aussi – en l'occurrence – la volonté de le faire si l'incursion a bel et bien lieu. Nous allons nous limiter à l'examen de la capacité de réaliser la mission. Les différents BG doivent donc constituer une force homogène et, dès lors, passer par les cases « intégration » et « interopérabilité » car, autrement, il s'agit de deux forces séparées dont la valeur militaire est moindre qu'une seule et même force intégrée et interopérable. L'interopérabilité peut se définir comme la capacité d'effectuer, avec des moyens différents et des exécutants de différentes nations, les mêmes missions tactiques de

manière coordonnée, efficace et si possible efficiente, au moyen de procédures communes. Dans le cas présent, l'interopérabilité se situe dans les domaines suivants : systèmes d'information et de communication, langue de communication et standardisation des procédures de planification et d'exécution des missions ou exercices. Enfin, une fois les outils en place, les différentes unités nationales peuvent réellement s'intégrer et se fondre en une seule unité.

Malgré le « tout électronique » de nos jours, il est techniquement de plus en plus difficile de faire communiquer ensembles des radios. Les solutions existent, mais elles restent parfois encore un frein à la conduite des opérations de par leur lourdeur ou certaines impossibilités techniques. Il est donc important d'aborder le problème en amont pour le futur car, tant que chaque pays poursuivra sa propre politique d'achat de moyens de communications sans regarder ce que fait son allié, le problème demeurera.

En ce qui concerne le personnel, ce dernier doit pouvoir, en fonction de son niveau hiérarchique, interagir plus ou moins fréquemment avec ses homologues. La langue commune est la langue opérationnelle de l'OTAN – à savoir l'anglais – et, même si les ordres aux plus bas échelons se donnent dans la langue nationale, l'exigence de l'anglais comme langue véhiculaire se retrouve donc au niveau de l'état-major de la compagnie, ce qui est déjà fort « bas » dans le niveau hiérarchique. Cela représente une évolution puisqu'auparavant le niveau bataillon, voire brigade, était présent dans la chaîne de commandement, ne fût-ce que pour faire la liaison.

De plus, les procédés doivent pouvoir être reconnus d'une nation à l'autre et la signification des termes ne doit laisser place à aucun doute. Pour cela, de nombreux accords de standardisation (STANAG) OTAN sont bien en place, mais encore faut-il les appliquer, même en interne, et en instruire correctement les soldats et les cadres. Il est parfois difficile, en effet, pour une « grande nation » de sortir de sa doctrine et d'appliquer ce qui a été ratifié à Bruxelles.

L'intégration doit se faire au plus tôt, idéalement avant le déploiement sur le théâtre d'opérations. Cette intégration doit permettre à tout un chacun de se familiariser avec la structure de l'autre, ses us et coutumes. C'est important, car il faut dépasser les différences culturelles, mais aussi donner à l'autre les clés pour résoudre les problèmes qui se poseront durant le déploiement. Elle se poursuit sur place, via les contacts quotidiens, mais aussi dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution d'un schéma

*La participation de la Belgique aux missions enhanced Forward Presence :  
quelle utilité ?*

d'entraînement « intégré », qui reprend les objectifs d'entraînement de chaque partie ainsi que ceux du BG, qui aura donc pour conséquence de tester l'interopérabilité des éléments des deux nations et de voir s'ils fonctionnent en symbiose.



© Belgian Defence

Cette intégration se veut également interarmes. La Belgique vient avec ses éléments d'appui au combat – génie, artillerie –, ce qui, par exemple, n'était pas le cas de la compagnie danoise au sein de l'eFP BG en Estonie. Pour cette dernière, les appuis étaient délivrés par le Royaume-Uni, qui puisait dans les moyens d'appui au niveau du BG. Bien que logique, cela constitue en fait un problème qui doit alors être géré par le commandant de cette compagnie et son état-major, avec les limitations techniques de communication et difficultés de langue décrites ci-dessus. Cet impact peut alors se faire sentir doublement par une perte de moyens d'appui pour l'ensemble du BG, mais aussi par une perte d'efficacité de la compagnie de combat en tant que « pion » du BG.

Le quotidien des unités en mission eFP est donc de s'entraîner, en solo certes mais aussi avec les nations partenaires, afin d'atteindre cet état intégré et interopérable sur le terrain en exécution d'une mission et non pas seulement sur un post Facebook. C'est un défi qui commence, rappelons-le, avant le déploiement, et c'est un effort continu que l'OTAN a depuis longtemps compris ; pour preuve les STANAG, procédures tactiques – *Allied Joint Procedures* (AJP) – et centres de formation ou de compétence OTAN. C'est également l'occasion de (re)découvrir des alliés. Les missions eFP durent environ six mois – quatre pour la Belgique actuellement – et permettent de créer des canaux de communication et d'échange, qu'il convient de pérenniser. Il s'agit d'éviter à chaque déploiement d'utiliser la méthode de la tabula rasa, qui n'est pas à proprement parler synonyme d'efficience, qualité primordiale dans le monde militaire et que le monde politique exige de notre part, ne fût-ce que pour épargner des deniers publics.

## **Les nouveaux domaines**

Outre l'aspect militaire classique décrit ci-dessus, notre adversaire, conscient de pâtir d'un certain désavantage purement militaire sur le long terme, tente d'asseoir sa domination dans d'autres domaines par le biais du « conflit hybride », associant forces conventionnelles et non conventionnelles, mais aussi menace cyber et guerre informationnelle. Cette combinaison complexe a un impact sur les troupes mais aussi sur toute notre société, qui vit de plus en plus à travers la communication virtuelle (pensons seulement à l'impact des tweets de stars ou de personnages importants). Ce sont de nouvelles données à intégrer dans l'équation de la mission eFP, faisant d'elle un laboratoire particulier dans les domaines cyber et de la guerre informationnelle.

L'OTAN a installé son centre d'excellence cyber à Tallinn, permettant ainsi une coordination avec la mission eFP et une implication dans ses différentes tâches. Cette coordination permet à la force multinationale d'apprendre à se protéger « numériquement » face aux différentes menaces éventuelles de la part de l'adversaire, qui s'est spécialisé ces dernières années dans les activités de guerre cybernétique. Nos soldats se doivent donc de respecter une procédure en matière d'équipements électroniques portables (*portable electronic devices*, ou PED) qui vient d'être mise en place dans le but de veiller à une meilleure sécurité lors de l'utilisation de médias sociaux ou de tout autre moyen de communication moderne. Plus que nos troupes déployées,

ce sont aussi les familles des militaires – particulièrement vulnérables aux actions de menace, au chantage ou aux *fake news* – qui sont protégées, ainsi que, par extension, l'opinion publique belge, cible de choix pour tout adversaire désireux de briser chez nous toute volonté de nous battre ou de mener à bien nos missions politiques.

Il est également important que la force multinationale soit acceptée dans les pays baltes, où les « minorités » sont parfois majoritaires dans certaines zones du pays. En Estonie, la ville de Narva ressemble plus à une ville slave qu'à une ville nordique, et une annexion de la région de Narva via un scénario semblable à celui de la Crimée est la hantise des responsables politiques et militaires de l'Alliance. Néanmoins, la population russophone estonienne n'est pas celle du Donbass ; il est donc important d'avoir un message positif à leur transmettre, qui doit indubitablement passer – c'est dans l'air du temps – via les médias sociaux. Des campagnes de communication sont donc développées, et chaque BG a son compte Facebook ainsi que, plus récemment, son compte Instagram. Sachant que les canaux varient en fonction de chaque « génération », il faut étudier attentivement la population que nous voulons atteindre et adapter notre message jusque dans le moindre détail.

La présence d'un officier *Information Activities and Outreach* (IA&O) est donc un must dans le domaine informationnel, car c'est là que la « guerre froide » est la plus « chaude ». La désinformation, les fake news, les tentatives de chantage, etc. sont les différentes armes utilisées afin de décrédibiliser la force multinationale, son action, son unité. Il faut donc protéger le soldat, mais également lui expliquer clairement pourquoi il vaut mieux parfois ne pas prendre certaines photos ou tourner certaines vidéos (encore moins les publier) car, entre des mains mal intentionnées, celles-ci auraient un effet négatif important. Il s'agit donc de limiter les cas problématiques grâce aux règles en matière de PED et de sécurité opérationnelle (OPSEC), mais aussi d'être attentif aux éventuels accidents et événements qui pourraient poser problème, ainsi qu'à leurs éventuels effets et à la manière de traiter ou de contrer un message adverse négatif.

## **Redécouverte de certains aspects tactiques**

La mission eFP, on l'a vu ci-dessus, non seulement produit des enseignements tactiques nouveaux et nous donne l'occasion de nous aligner sur la modernité des combats, mais nous permet parfois également de revenir à des fondamentaux.



© Belgian Defence

Un premier retour aux techniques classiques est l'utilisation des filets de camouflage, qui étaient tombés en désuétude lors des missions où il fallait « montrer sa force ». Les capteurs se sont multipliés, comme les drones, et il ne suffit pas de disposer de filets, mais aussi de contre-mesures et même de moyens permettant de neutraliser cette nouvelle menace réelle qui tend à se multiplier et à se développer, selon les méthodes dites d'essai.

Autre retour aux fondamentaux : la nécessité de disposer d'un poste de commandement facilement déployable, mobile et qui peut se camoufler également. Les opérations de ces dernières années ont amené les postes de commandement de niveau brigade et bataillon à s'alourdir et se sédentariser, ce qui pose problème en cas de conflit classique, où les moyens *Command and Control* (C2) sont des cibles prioritaires. Ces moyens C2 doivent aussi se préserver des tentatives de piratage et d'autres moyens de guerre électronique qui peuvent facilement disloquer le commandement si un « mode dégradé » et « électroniquement sain » n'est pas prévu et entraîné. Face à cette menace, un retour à des estafettes à moto peut également être envisagé, en tenant dûment compte des distances, de la mobilité et de la furtivité relative.



Un des premiers défis a été l'acclimatation au rigoureux hiver estonien. Bien que située au sud du cercle polaire arctique, l'Estonie présente un climat et un environnement très rigoureux en hiver. Comme le clament certains Estoniens : « L'Estonie, ce sont des forêts, avec quelques villes perdues au milieu de celles-ci ». Bien que le réseau de voies primaires soit très bien entretenu, toute force armée devant utiliser le réseau secondaire se retrouvera vite confrontée, en période hivernale, à des chemins invisibles sous une couche de neige recouvrant les fossés et, en été, à des zones marécageuses. De plus, pour qu'une force armée puisse vivre, combattre et rester opérationnelle dans cet environnement rigoureux, il lui faut disposer d'un matériel adapté et de techniques éprouvées.

Dernier élément : depuis la mise en place de la mission OVG, nos unités doivent sans cesse interrompre leur entraînement. Il devient dès lors très difficile d'améliorer son niveau d'entraînement, quel que soit l'échelon (du niveau individuel jusqu'au niveau du bataillon). Le fait de permettre à nos chefs de section et de peloton, tous cadres et soldats, de s'entraîner de manière soutenue et continue dans leur métier de base est certainement un des avantages les plus importants de la mission eFP : elle permet en effet à nos cadres de réellement vivre avec leur peloton, ce qui est un plus pour l'esprit de corps de l'unité.

## **La mission est-elle donc utile ?**

Nous pouvons dire que la participation belge à la mission eFP a donc une grande utilité militaire car elle permet de s'orienter résolument vers les conflits du futur et d'avancer dans la même direction que nos alliés et, in fine, de s'aguerrir. La mission eFP génère donc un retour direct et utile du point de vue militaire, et ce sur différents aspects. Nous devons nous adapter à de nouvelles conditions – hiver estonien, par exemple – avec du matériel adéquat, qu'il faut donc acquérir, tester et utiliser aussi lors de l'entraînement. Il y a également lieu d'adapter notre manière de combattre et de la rendre moins sédentaire et plus résiliente par rapport à d'autres domaines (cyber et informationnel, essentiellement), tout en préservant le caractère robuste et rustique des conditions de vie de nos soldats. Nous devons nous positionner dans un monde qui a bien changé par rapport à celui de la guerre froide, qui voyait deux adversaires figés militairement, alors que désormais c'est par la guerre informationnelle, entre autres, que les adversaires essaient de faire bouger les lignes.



*La participation de la Belgique aux missions enhanced Forward Presence :  
quelle utilité ?*

Pour conclure, il est évident qu'il reste beaucoup d'aspects à améliorer dans la mission eFP et que des efforts doivent être consentis pour améliorer notre aptitude à combattre dans ce nouveau théâtre opérationnel et pour pérenniser les solutions trouvées, afin qu'elles ne restent pas des solutions à usage unique et qu'il ne faille pas réinventer l'eau chaude à chaque engagement. Sans oublier que certains éléments (levier budgétaire ou intérêt porté au recrutement, par exemple) ne sont pas du ressort de la Défense, mais ceci est un autre débat

**Mots clés : eFP, OTAN, conflit hybride**